



*L'Humain
d'Abord*

FABIEN ROUSSEL

LE DÉFI DES JOURS HEUREUX

FABIENROUSSEL2022.FR    YouTube

Les services publics sont à nous

Avec Fabien Roussel,
créons ceux du 21^e siècle !

Vous avez
en avez
de subir ?

- ✓ **L'augmentation des prix**
du gaz et de l'électricité
- ✓ **Les hausses de loyer**
et les baisses d'APL
- ✓ **La pénurie de médecins**
et de professionnels de santé
- ✓ **Le manque cruel de lits d'hôpitaux**
- ✓ **L'insuffisance de places dans les EHPAD**
(maisons de retraite) ou les crèches
- ✓ **La disparition de vos services publics**
de proximité : mairies, écoles ou classes
de maternelles, hôpitaux, commissariats,
bureaux de poste, agences des finances
publiques, gares, accueils pour le logement social
- ✓ **La dématérialisation des administrations**
et la défection des liens humains
- ✓ **La dégradation de votre environnement**
- ✓ **La carence de transports** et leur coût
- ✓ **Le nombre insuffisant d'enseignants,**
de la maternelle à l'université

Vous en avez assez de payer plus d'impôts
pour moins de réponses publiques
à vos besoins ? Vous avez raison !

IL EST TEMPS DE DIRE STOP

à l'idéologie du tout marché
qui a conduit les gouvernements
à privatiser et mettre en concurren-
ce les services publics,
engendrant toutes ces hausses
de prix que vous subissez au dé-
triment de votre pouvoir d'achat.

IL EST TEMPS DE DIRE STOP

aux fraudes et évasions fiscales,
amputant de milliards d'euros
le budget de l'État alimenté
par vos impôts, au détriment
du développement
des services publics.

LES SERVICES PUBLICS ONT PERMIS AU PAYS DE TENIR DEBOUT PENDANT LA CRISE SANITAIRE ET ILS **SONT POURTANT NÉGLIGÉS.**

Rappelons aussi que les collectivités territoriales représentent à elles seules 70 % de l'investissement privé ! Sans services publics, pas d'industrie, et sans industrie, pas de services publics ! Il est donc temps de recréer les conditions d'**une société solidaire et démocratique.**

Avec Fabien Roussel,

*reprenez le pouvoir
sur votre bien commun pour :*

- + **Mettre fin à la baisse des dotations aux collectivités** aujourd'hui en difficulté, pour leur permettre d'assurer leurs missions de service public, notamment en remettant en place une vraie péréquation.
- + **Adopter** immédiatement **un moratoire sur la fermeture** des structures assurant une mission de service public, et tout particulièrement les hôpitaux.
- + **Abandonner le « Pacte de stabilité »** et tout dispositif visant l'austérité budgétaire comme CAP 22, qui prévoit un plan massif de casse des services publics et de la fonction publique.
- + **Abroger la loi** du 6 août dite « **de transformation de la Fonction publique 2019** », ou encore « *loi Chalas* », qui a remis en cause les droits de représentation, augmenté le temps de travail des territoriaux et accentué le recrutement discrétionnaire dans la fonction publique.
- + Aller vers **la création de pôles publics nationaux** par la création et/ou la convergence d'acteurs publics : pôle national du transport public, pôle public du médicament, service public national du logement, pôle public de l'énergie, service public de l'art, de la culture et de l'éducation populaire...
- + **Créer** à tous les niveaux et dans tous les services publics, **des instances démocratiques et participatives** regroupant le personnel, les élu-e-s, les usager-e-s.
- + Doter les services publics existant **des moyens nécessaires** à leur fonctionnement avec du personnel sous statut lui garantissant l'indépendance et la responsabilité dans ses fonctions.
- + **Augmenter le point d'indice** des fonctionnaires et agents publics d'au moins 30 % pour favoriser l'attractivité de la Fonction publique et améliorer leur déroulement de carrière.





- + Aller vers le **100 % Sécurité sociale** : revenir sur les exonérations de cotisations patronales, garantir l'égalité salariale femme/homme, engager une politique ambitieuse en matière d'emploi et de salaire.
- + **Créer un fonds européen pour le développement des services publics**, démocratique et financé par la BCE
- + **Mettre l'argent public** (impôts, cotisations sociales et leur utilisation par l'État, les collectivités territoriales et la Sécurité sociale) **au service d'un tout nouveau développement des services publics.**
Il doit cesser d'inonder le patronat d'aides dont les effets pervers sont démontrés et être au contraire utilisé sélectivement pour inciter les banques et les entreprises à changer l'orientation du crédit et celle des profits. La fiscalité doit pénaliser les opérations financières des entreprises et les inciter à développer l'emploi, la formation, la recherche.
La fraude fiscale doit être combattue là où elle est : dans les multinationales et les banques.
- + Obliger les entreprises à investir l'argent des profits pour **sécuriser l'emploi, la formation** et la création de richesses dans les territoires.

*C'est en étant rassemblé.e.s
que nous pouvons gagner*

DES SERVICES PUBLICS RÉPONDANT AUX BESOINS
DES USAGÈRES ET DES USAGERS

Ainsi on a fait reculer les projets de privatisation d'Aéroports de Paris et celle des barrages EDF (*projet Hercule*) dans l'action et le débat des citoyen·ne·s, syndicalistes, associations et élu·e·s.

La reconquête des services publics suppose des batailles d'ampleur : le Parti communiste français propose d'enclencher un vaste processus citoyen avec les élu·e·s, les syndicats et l'ensemble des usager·e·s pour le développement, le financement et la démocratisation des services publics.

Retrouvez toutes les informations sur fabienrousseau2022.fr